

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION MINISTÉRIELLE N° 10365/DEF/CAB
relative aux comités interarmées de la circulation aérienne militaire.

Du 24 mars 1999

DIRECTION DE LA CIRCULATION AÉRIENNE MILITAIRE : *directeur*.

INSTRUCTION MINISTÉRIELLE N° 10365/DEF/CAB relative aux comités interarmées de la circulation aérienne militaire.

Du 24 mars 1999

NOR D E F V 9 9 6 2 0 0 1 J

Références :

1. Décret 75-930 du 10 octobre 1975 (BOC, p. 3993) modifié.
2. Décret 96-577 du 27 juin 1996 (BOC, p. 2753).
3. Arrêté du 22 janvier 1987 (BOC, p. 301) modifié.
4. Arrêté du 18 mars 1994 (BOC, p. 1136).
5. Arrêté interministériel du 24 décembre 1996 (BOC, 1997, p. 719).

Texte abrogé :

Instruction n° 13687/DEF/CAB/ du 10 avril 1996 (BOC, p. 1690).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 103.2.3.1.2, 111.8.2.

Référence de publication : BOC, 1999, p. 2433.

Le directeur de la circulation aérienne militaire, sous l'autorité du commandant de la défense aérienne et en liaison avec les organismes civils et militaires compétents, traite les questions relatives à l'organisation et à la réglementation de la circulation aérienne militaire.

Le directeur de la circulation aérienne militaire est également membre du directoire de l'espace aérien où il représente le ministre de la défense. A ce titre, il est responsable, pour la défense, des questions relatives à l'organisation et à la gestion de l'espace aérien.

La création de comités interarmées de la circulation aérienne militaire (*CICAM*), dont les zones de compétence sont adaptées à celles des comités régionaux de gestion de l'espace aérien (*CRG*), a pour but de permettre l'étude au niveau adapté de l'ensemble des problèmes d'intérêt régional et/ou local, liés à l'utilisation de l'espace aérien.

La présente instruction ministérielle a pour objet de définir la composition, le rôle et le fonctionnement de ces comités.

1. COMPOSITION.

Les commandants de zone aérienne de défense exercent, dans leur zone géographique de compétence, la présidence des *CICAM*. A ce titre, ils rendent compte au directeur de la circulation aérienne militaire dont ils reçoivent les directives.

Chaque *CICAM* comprend comme membres de droit les représentants accrédités et mandatés de l'armée de terre, de la marine nationale, de l'armée de l'air, de la délégation générale pour l'armement (*DGA*) et de la gendarmerie nationale utilisateurs de l'espace aérien inclus dans les limites de compétence du comité régional de gestion de l'espace aérien (*CRG*) correspondant.

Lorsque que cela est utile, il peut être fait appel à des experts, en particulier à ceux de la direction de la circulation aérienne militaire (*DIRCAM*).

2. RÔLE.

Organisme consultatif, le *CICAM* est chargé de coordonner l'étude de l'ensemble des problèmes posés par l'utilisation de l'espace aérien dans sa zone de compétence, d'élaborer une position commune aux utilisateurs relevant de la défense et de présenter cette position commune auprès des organismes civils et/ou militaires compétents.

3. FONCTIONNEMENT.

3.1. Le *CICAM* se réunit sur convocation de son président, ou à la demande de l'un de ses membres, ou de la *DIRCAM*.

3.2. Le *CICAM* est saisi de toute question d'organisation ou d'utilisation de l'espace aérien dans sa zone de compétence et en conduit l'étude.

Lorsque plusieurs *CICAM* sont concernés par une question, la *DIRCAM* désigne, le cas échéant, un *CICAM* chargé de coordonner les études de l'ensemble des *CICAM* concernés, ou prend l'affaire à son compte.

Lorsqu'une question ne présente pas d'implication particulière de coordination, ou en cas de nécessité, elle peut être soumise à la *DIRCAM* par le président du *CICAM*, après une consultation simplifiée des membres du *CICAM*, puis entérinée par les autorités « défense », selon la procédure définie au 3.4.1 de la présente instruction.

3.3. L'étude par le *CICAM* d'une question d'organisation ou d'utilisation de l'espace aérien ne peut déboucher sur une proposition de solution que dans la mesure où cette proposition est arrêtée à l'unanimité des membres.

3.4. Si cette unanimité est réalisée, deux cas peuvent se présenter :

3.4.1. Lorsque sont concernés les seuls utilisateurs relevant de la défense, la solution élaborée en commun est soumise à l'accord de la *DIRCAM*, puis entérinée par les autorités « défense » responsables (région militaire, région maritime, zone aérienne de défense, direction intéressée de la *DGA*, groupement central des formations aériennes de la gendarmerie).

3.4.2. Lorsque sont concernés d'autres utilisateurs que ceux relevant de la défense, la position arrêtée en commun en *CICAM* est :

Soutenue par les membres du *CICAM* devant le *CRG*, chaque fois que des questions relèvent de sa compétence, puis :

- en cas d'accord au sein du *CRG*, les dossiers sont présentés à la décision du directoire de l'espace aérien ;
- en cas de désaccord, les éléments du dossier sont systématiquement portés à la connaissance de la *DIRCAM* afin que celle-ci puisse intervenir au niveau central auprès des autorités civiles compétentes.

Dans tous les autres cas, notifiée aux autorités civiles en charge du dossier.

3.5. Si l'unanimité des membres du *CICAM* n'est pas réalisée, le différend est soumis à la *DIRCAM* par les états-majors ou directions concernés.

Si aucune solution satisfaisante n'intervient à ce niveau, la *DIRCAM* fait procéder aux arbitrages prévus par les textes réglementaires en vigueur.

4. L'organisation et le fonctionnement détaillés des *CICAM* font l'objet d'une instruction particulière du directeur de la circulation aérienne militaire élaborée en accord avec la délégation générale pour l'armement, la direction générale de la gendarmerie nationale et les armées.

5. L'instruction n° 13687/DEF/CAB du 10 avril 1996 relative aux comités interarmées de la circulation aérienne militaire est abrogée.

Le ministre de la défense,

Alain RICHARD.